

# Le Point

Politique 2.0

« Ne pas attendre l'aval de l'Allemagne pour améliorer l'Europe ! »

Emmanuel Berretta

1,486 words

12 March 2019

LePoint.fr

POINFR

201903

French

Copyright 2019 Le Point. All Rights Reserved.

ENTRETIEN. **Élisabeth Morin-Chartier**, eurodéputée du PPE, a fait passer la directive sur le travail détaché. Elle a quitté Les Républicains et postule sur la liste LREM-Agir.

Le Point : Peut-on vraiment faire avancer l'[Europe](#) sociale dans le paysage politique européen actuel ?

**Élisabeth Morin-Chartier** : Vous pensez aux oppositions entre leaders, de Macron à Orbán, en passant par Salvini... Moi, je suis une femme de terrain et je me place du côté des citoyens. Si on n'est pas capables de rapprocher l'Europe des citoyens à travers l'Europe sociale, on va perdre le fil de l'Europe. Aujourd'hui, c'est une nécessité de bâtir l'Europe sociale. La première préoccupation des citoyens européens est la question de l'emploi, une préoccupation de trois générations, les jeunes, les parents, les grands-parents. Or les questions d'emploi sont préemptées par les États membres comme une chasse gardée de politique nationale. C'est ainsi que l'on a bâti le grand marché intérieur sans articuler l'organisation sociale qui y correspond. Cette lacune fait monter le repli national et la compétition entre les peuples. C'est ce que j'ai perçu dans le dossier des travailleurs détachés et c'est la raison pour laquelle je me suis accrochée à cette directive pour surmonter ce problème.

Le président Macron s'est exprimé en faveur d'une convergence sociale, de salaires minimums en Europe, alors que la nouvelle patronne de la CDU, AKK, a clairement refusé « l'eupéanisation des systèmes sociaux et du salaire minimum », qui serait, selon elle, « la mauvaise voie ». Si la [France](#) et l'[Allemagne](#) divergent sur l'Europe sociale, nous allons vers un blocage, non ?

Sans déprécier l'importance du couple franco-allemand, il ne faut pas toujours attendre l'aval de l'Allemagne pour améliorer l'Europe ! Je vais vous dire que, si j'avais attendu l'Allemagne pour trouver un consensus sur la directive sur les travailleurs détachés, celle-ci ne serait toujours pas actée ! Aujourd'hui, il faut comprendre que l'Europe sociale est la priorité pour nos concitoyens, car l'Union européenne ne se résume pas au marché intérieur. Le président Macron fait de l'Europe sociale l'une de ses priorités, et je m'en félicite : c'est le fer de lance de mon engagement européen depuis douze ans. Il me trouvera toujours à ses côtés dans ce combat !

Beaucoup disent que l'adhésion des pays d'Europe centrale et de l'Est en 2004 a généré une dérégulation du marché du travail à l'instar de la mondialisation lorsque les emplois ouvriers ont été captés par la Chine...

Je ne vous dis pas le contraire. Aujourd'hui, un Luxembourgeois a un salaire minimum de 2 000 euros quand un Bulgare perçoit 260 euros mensuel. La différence est de 1 à 8 ! Mais ces pays ont eu des histoires politiques, économiques et sociales tellement divergentes... Est-ce qu'on avait le droit de les laisser à l'extérieur de l'Union européenne ? J'ai longtemps pensé, comme tout un chacun, qu'on était allés trop vite. Mais, quand je suis arrivée au [Parlement européen](#) (en 2007, NDLR), j'ai vu des collègues députés emprisonnés pour leurs idées politiques. J'ai ainsi une collègue lettone qui est née au goulag parce que sa mère avait été raflée le soir de la fête du bac. Une collègue slovaque est issue d'une famille de six enfants dont le père, professeur de faculté, a été emprisonné pour ses idées politiques. Sa maman avait deux droits de visite par an. À la première, elle emmenait trois enfants ; à la seconde, elle emmenait les trois autres... Ça vous fait réfléchir sur votre petit confort de l'Ouest. Alors, oui, l'Europe est aussi la garante des libertés d'expression et de la démocratie. Et c'est bien ce sur quoi on est en ébullition aujourd'hui concernant certains pays et certains régimes. La paix n'a jamais été acquise définitivement, la liberté et la démocratie non plus. Et, pour moi, cela justifie qu'on s'acharne à faire l'Europe sociale. On ne construira pas l'Europe sur le moins-disant social.

Le travail détaché n'est-il pas en soi problématique ?

Le travail détaché pour les pays d'Europe centrale et de l'Est est un vrai secteur économique, indispensable. Même si ces travailleurs détachés étaient jusque-là moins payés que les salariés du pays qui les accueille, cela demeure plus intéressant par rapport au salaire qu'ils auraient perçu dans le pays d'origine. Mais ils profitent aussi à l'Ouest... J'ai aussi entendu des Allemands qui s'inquiétaient que la directive sur le travail détaché change la donne dans le domaine des soins à domicile. Pour s'occuper de leurs parents âgés, ils emploient des Polonaises en permanence 24 heures sur 24, 7 jours sur 7... Il ne s'agit pas d'interdire, il s'agit d'introduire dans ce marché intérieur des règles de travail qui évitent la concurrence déloyale entre les entreprises et le dumping social. Ça a été l'objectif de la directive sur le travail détaché avec une ligne politique claire : à travail égal, salaire égal sur le même lieu de travail.

Le Rassemblement national considère que cela ne règle pas le problème, car les cotisations sociales continuent d'être payées dans le pays d'origine, ce qui maintient une différence à l'avantage de l'Est...

Si le RN travaillait, il ne se serait pas trompé de vote le jour où l'on a adopté la directive sur le travail détaché. Ils ont voté « contre » par erreur... Ils ont adapté leurs arguments postérieurement (sourires). Enfin, les cotisations sociales ne font pas partie du champ de la directive sur le travail détaché, mais sont traitées par un règlement ailleurs qui fait l'objet du rapport Balas.

Pour autant, les routiers ont été sortis du champ de la directive sur le travail détaché...

Oui, quand j'ai vu que le Conseil européen les sortait du champ de la nouvelle directive, j'ai fait en sorte de les rattacher à la directive de 1996, si bien que les routiers ne sont pas sans protection quand même. Mais elle ne va pas aussi loin que la directive générale nouvellement adoptée. Tout cela a représenté vingt-huit mois de travail, je dirais même vingt-huit mois de ma vie ! On n'y serait jamais arrivés si on n'avait pas déployé autant de volonté. Et je me suis aussi battue sur le délai de transposition et d'application, réduit à deux ans dans tous les États membres, en même temps. Il s'agit vraiment d'éviter le repli nationaliste, d'éviter que tel ou tel pays soit laxiste ou que tel autre dresse des barrières infranchissables.

À quel besoin le travail détaché répond-il ?

Sur des compétences particulières, sur des périodes spécifiques, sur des métiers en tension, nous avons besoin du travail détaché. Cela fait partie des libertés sur lesquelles l'Europe est fondée. Par exemple, dans le domaine de la construction, nous n'avons plus de carreleurs en France. On n'a même plus de formations de carreleur... Les carreleurs sont hongrois. Autre cas de figure : en Savoie et en Haute-Savoie, départements de montagne à fort potentiel touristique, nous avons des besoins de main-d'oeuvre en construction sur une très courte période, car l'hiver on ne peut pas construire. Du coup, pour pourvoir à cet afflux de main-d'oeuvre à un moment précis, nous avons 4 400 emplois qui relèvent du travail détaché et 600 emplois tenus par des Français.

Vous avez quitté [Les Républicains](#) pour adhérer à Agir. Pourquoi ne pas avoir adhéré à La République en marche ?

Quand Laurent Wauquiez avait mis en place son groupe, La droite sociale, j'en faisais partie. Je me sens de la droite sociale. Moi, je n'ai pas changé de ligne. Donc, le jour où Les Républicains se sont trop écartés de cette ligne, le 21 février 2018, j'ai pris le large et j'ai rejoint Agir au congrès fondateur en septembre. Je suis du centre droit et mes mentors en politique, ceux qui m'ont appris et donné envie, ont été René Monory, avec qui j'ai travaillé dix ans, et Jean-Pierre Raffarin, qui m'a mis le pied à l'étrier en politique. Je suis une femme de conviction et je ne sais faire que ce en quoi je crois.

Que pensez-vous de la liste LR aux européennes ?

Joker (sourire). Le mandat européen est le plus beau des mandats, mais il faut bosser ! Personne ne vous fait de cadeaux à Strasbourg. Il faut être présent, travailler et être capable de construire des majorités pour ou contre.

Propos recueillis par Emmanuel Berretta

Document POINFR0020190312ef3c000rt